



Montpellier, le vendredi 30 octobre 2020,
A Madame la Rectrice de l'académie de Montpellier,
A Monsieur l'IA-DASEN de l'Hérault,

Objet : conditions de la rentrée de novembre

Madame la Rectrice, Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

SUD éducation 34 souhaite vous alerter de la colère qui traverse l'ensemble des personnels de l'Education Nationale, colère totalement liée au traitement dont ils font l'objet de la part de l'institution toute entière.

Le dernier jour d'école avant les vacances d'automne a été marqué par l'effroyable assassinat de Samuel Paty, collègue d'histoire-géographie. C'était il y a à peine 15 jours, tout le monde s'en est ému, des torrents de haine ont été déversés dans les médias au nom de la république et de la laïcité, chacun y est allé de sa pancarte « Je suis enseignant ».

Depuis, un nouvel attentat a eu lieu, et le plan Vigipirate a été élevé à son maximum.

En parallèle, la circulation du virus est devenue incontrôlable, un reconfinement a été décidé par Monsieur Macron, et Monsieur Blanquer a eu la charge d'adapter les mesures de protection dans les écoles et établissements.

Les personnels ont pu mesurer, une nouvelle fois, le mépris avec lequel ils sont traités : **aucune communication directe de l'institution sur les conditions de l'hommage à Samuel Paty ni sur les conditions sanitaires de la reprise avant ce vendredi 30 octobre en fin de journée.**

Par contre, une flopée de « fuites médiatiques » et d'annonces retirées ou modifiées quelques heures plus tard :

- rentrée des élèves à 10h le lundi ;
- temps d'échanges pour les personnels de 8h à 10h ;
- rentrée des élèves décalées au mardi 3 pour permettre la mise en place du nouveau protocole ;
- « concertation » avec les collectivités, avec les syndicats...

C'est finalement par un mail général et désincarné que nous découvrons que nous disposerons de **zéro heure, et zéro minute** pour échanger avec nos collègues, pour mettre en œuvre la nouvelle organisation pédagogique des écoles et établissements, pour préparer l'hommage à Samuel Paty.

La profession est plus qu'excédée, elle est scandalisée par le comportement du ministre. En tant que ses représentants locaux, nous vous faisons remonter ce sentiment, et l'information que plusieurs syndicats ont appelé les personnels à se réunir dès lundi, à se mettre en grève, et à refuser de reprendre le travail dans les conditions déplorables espérées par Monsieur Blanquer.

Au mois d'août, Monsieur Macron refusait de recruter plus d'enseignants, au motif « qu'ils ne servent pas à redresser le pays ».

Dont acte. Nous ne servons pas à redresser le pays, l'économie nationale n'a donc pas besoin de nous pour garder les enfants des salariés.

Lundi, nous prendrons le temps d'échanger avec les agents des collectivités, afin d'organiser ensemble et de façon coordonnée l'accueil des élèves sur tous les temps de leur journée. **Que l'institution nous accorde ce temps, ou bien nous le prendrons par nous-mêmes.**

Lundi, nous ne ferons pas classe avec les masques DIM, retirés de la circulation par le gouvernement. **Sans autre masque, nous serons mis dans l'incapacité d'exercer par notre employeur, et donc en droit de retrait.**

Lundi, nous refuserons d'accueillir des classes à effectif complet. Nos classes comptent bien trop d'élèves, dans des locaux trop exigus. **Nous voulons passer à des demi-groupes, comme le prévoit le protocole pédagogique prévu pour cette situation. C'est ce qu'exige la protection de notre santé.**

Nous avons bien conscience que la situation est compliquée, et que l'ensemble des personnels des services administratifs fait de son mieux, mais le ministre donne une image déplorable de l'institution, et le personnel de terrain, titulaire comme précaire, enseignant comme AESH ou AED, émet la volonté d'accueillir les élèves en toute sécurité dans les écoles et établissements ; surtout pas dans les conditions retenues pour le moment.

La sécurité de tous doit être prise en compte ; les personnels attendent le soutien entier de leur institution, jusqu'au ministre.

SUD éducation 34 reste à votre disposition pour s'entretenir avec vous de ces questions.

Nous vous prions, Madame la Rectrice et Monsieur l'Inspecteur d'Académie, de bien vouloir agréer l'expression de notre attachement au service public d'Éducation Nationale ainsi qu'à la défense des droits de ses personnels.

Georges BOUBY Co-secrétaire départemental de SUD éducation 34

